

20230517 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/48967/paris--des-groupes-dextreme-droite-manifestent-pour-faire-pression-sur-lecole-occupee-par-400-mineurs-isoles>

Actualités



Près de 400 mineurs non accompagnés occupent une école désaffectée du 16e arrondissement de Paris depuis le 4 avril 2023 (illustration). Crédit : InfoMigrants

Paris : des groupes d'extrême droite manifestent pour faire pression sur l'école occupée par 400 mineurs isolés

Par [Louis Chahuneau](#) Publié le : 17/05/2023

Plusieurs collectifs d'extrême droite se sont mobilisés ces dernières semaines pour dénoncer l'occupation d'une école du 16e arrondissement de Paris par 400 mineurs non accompagnés, depuis le 4 avril. L'association qui gère le lieu, Utopia 56, a aussi reçu de nombreux mails d'insultes et de menaces. Les militants ont porté plainte et dénoncent un climat tendu.

Le climat autour de l'école occupée par 400 mineurs non accompagnés (MNA) dans le 16e arrondissement de Paris est de plus en plus tendu. Mardi 16 mai, une quarantaine de militants du groupuscule d'extrême droite "Les Natifs" ont manifesté devant ses grilles pour réclamer l'expulsion des jeunes et la dissolution de l'association Utopia 56, qui gère le lieu. "Ce n'est pas tant la violence d'extrême droite qui nous révolte mais la violence de la non-réponse des autorités", a déclaré Nikolai Posner, porte-parole d'Utopia 56 à Paris, joint par InfoMigrants. Une plainte a été déposée par l'association.

C'est dans cette école désaffectée du 16e arrondissement [que sont hébergés plus de 400 mineurs non accompagnés](#) depuis le 4 avril. Tous ont été reconnus majeurs par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) du département de Paris, du Val-de-Marne ou de la Seine-Saint-Denis. La plupart ont déposé un recours devant le juge pour enfants - une procédure qui dure entre trois mois et un an et demi - pour faire reconnaître leur minorité. En attendant le traitement de leur dossier, ces jeunes n'ont droit à rien : ni hébergement, ni aide alimentaire.

>> À (re)lire : ["Avant nous cherchions des abris, maintenant nous cherchons des cachettes" : à Paris, les mineurs à la rue, toujours plus invisibles](#)

Utopia 56 réclame la prise en charge de ces migrants par les autorités. L'association affirme avoir sollicité à 16 reprises la préfecture de Paris et le gouvernement pour obtenir une mise à l'abri d'urgence des mineurs non accompagnés. Mais selon Nikolai Posner, tous les mails sont restés sans réponse.



Des centaines de mineurs isolés ont investi une école désaffectée de Paris. Crédit : Utopia 56

"Il est temps que l'État réagisse, organise une opération de mise à l'abri digne de ce nom avant que la pègre d'extrême-droite ne mette ses menaces à exécution", a prévenu sur Twitter Ian Brossat, adjoint à la mairie de Paris en charge de l'hébergement d'urgence.

Mails d'insultes et de menaces

Cette tentative d'intimidation de l'extrême droite n'est pas la première. Le 15 avril, c'était le collectif féministe identitaire, "Nemesis", qui manifestait devant l'établissement. Des militants du parti Reconquête!, d'Éric Zemmour, ont aussi organisé une action il y a quelques semaines. "C'est une montée en épingle assez classique avec des manifestations de Reconquête! puis d'autres groupuscules d'extrême-droite qui embrayent", résume Nikolai Posner.

Utopia 56 a aussi reçu de nombreux mails d'insultes et de menaces, accusant l'association de vouloir promouvoir l'immigration, comme a pu le constater InfoMigrants. "Imaginez tous nos ancêtres morts pour protéger notre pays des invasions, honte à votre manipulation de traite d'être humain", peut-on lire dans l'un. "Votre vol de propriété dans le 16e arrondissement de Paris et votre attaque contre la France font de vous des ennemis de la France et doivent être éliminés", peut-on lire dans un autre.

Si le commissariat du 16e arrondissement s'est engagé à multiplier les rondes autour de l'école occupée, le climat reste tendu. "Beaucoup de jeunes ne comprennent pas ces rassemblements, ils espèrent trouver une société d'accueil et se retrouvent confrontés au rejet", rapporte Nikolai Posner tout en précisant que "malgré cette minorité bruyante, la majorité des riverains est solidaire" de l'occupation, bien qu'illégale.

Ces récents événements interviennent en pleine polémique autour de la démission du maire de Saint-Brévin-les-Pins (Loire-Atlantique). Alors qu'il avait accepté l'implantation d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) sur sa commune, Yannick Morez a quitté ses fonctions après avoir reçu des menaces de groupes d'extrême droite. Le 22 mars, son [domicile avait été en partie incendié](#).

Ces derniers mois, l'extrême droite s'est mobilisée à plusieurs reprises pour empêcher l'implantation de centres pour migrants dans des communes rurales. Un projet pourtant initié et imposé par l'État pour désengorger l'hébergement des demandeurs d'asile en Île-de-France.